



Schweiz
Suisse
Svizzera
Svizra

Actuel

No 13 | AOÛT 2025



Cartoon Jürg Kühni

**Bureaucratie et
montagne de dettes:
ce qui nous attend**



**Suisse-UE : coopération oui,
soumission non**

Page 3



**Nous voulons continuer à
voter sans être menacés
de sanctions**

Page 5



**Guillaume Henri Dufour :
général, ingénieur, carto-
graphe et cofondateur de
la Croix-Rouge**

Page 17



Le mot du président

**Chers membres, donateurs
et sympathisants,**

Inutile d'insister sur le fait que les négociations se sont déroulées de manière très insatisfaisante. D'ores et déjà, de plus en plus de voix se font entendre pour affirmer qu'il faut absolument signer le traité de soumission à l'UE. C'est une aberration totale, car la signature de ce traité ne changerait en rien nos relations avec les États-Unis.

Il est piquant de constater que, selon certaines informations, des partisans pro-européens au sein de l'administration auraient activement torpillé un accord avec les États-Unis afin de ne pas froisser l'UE. Certains fonctionnaires auraient même informé l'UE de l'état d'avancement des négociations avec les États-Unis, ce qui serait scandaleux.

Nous avons quelques amis aux États-Unis qui sont bien disposés à notre égard. Profitons de ces relations. Évitions toute provocation et agissons de manière ciblée. Il y a alors beaucoup à gagner. Et cela permettra de couper l'herbe sous le pied des partisans d'une intégration européenne plus poussée.

Le marché intérieur de l'UE est-il une bouée de sauvetage ? À quel prix ?

Le professeur Aymo Brunetti, professeur ordinaire de politique économie et d'économie régionale à l'Université de Berne, dépeint le marché intérieur de l'UE comme une bouée de sauvetage indispensable pour la Suisse, mais il passe sous silence ce que cela nous coûte : une dépendance croissante, la reprise automatique du droit communautaire et des paiements permanents se chiffrant en milliards (NZZ, 9 juillet 2025). Les prétendus « dommages se chiffrant en milliards » en cas d'échec des négociations reposent sur des modèles mathématiques basés sur des hypothèses douteuses, alors que les vrais problèmes, tels que la pression migratoire, la hausse des loyers et la bureaucratie sont minimisés. Le fait que Brunetti présente de manière presque désinvolte la souveraineté comme une variable négociable est révélateur : pour lui, seul l'avantage économique semble compter en définitive. Mais pour beaucoup d'entre nous, l'autodétermination

n'a pas de prix, encore moins en échange de promesses douteuses faites à Bruxelles.

Une neutralité crédible et sans faille devient de plus en plus importante !

La neutralité armée perpétuelle n'est pas un anachronisme, mais un principe de sécurité éprouvé. Elle a assuré la stabilité et la souveraineté de la Suisse, sans troupes étrangères ni contraintes d'allégeance. Renoncer à cette neutralité aujourd'hui, c'est rendre la Suisse susceptible d'être soumise au chantage et à la tutelle étrangère. Dans la NZZ du 26 juin 2025, le rédacteur Georg Häsler, défenseur infatigable du rattachement à l'OTAN et à l'UE, a décrit Singapour comme un modèle de politique de sécurité pour la Suisse dans un article intitulé « Le dogme de la neutralité n'est pas un facteur de protection ». Il estime que la Suisse doit, comme Singapour, développer de manière exhaustive le « travail d'équipe » militaire. La comparaison avec la cité-État asiatique est boiteuse à deux égards : d'une part, le régime autoritaire qui y règne ne permet pas au peuple d'avoir véritablement son mot à dire, alors que la Suisse pratique la démocratie directe, notamment pour les décisions fondamentales telles que la neutralité.

D'autre part, Singapour, très densément peuplée, avec une superficie de 719 kilomètres carrés sur une péninsule sans avant-poste opérationnel, ne peut être comparée, sur le plan stratégique, à la Suisse et à son relief très accidenté, qui nous offre de nombreuses options dans une lutte défensive contre un agresseur potentiel. La neutralité n'est pas synonyme de nostalgie ou d'isolement, mais d'indépendance de jugement. Une Suisse neutre reste ouverte au dialogue, crédible et stratégiquement utile, surtout en temps de crise. Ancrer sa neutralité dans la Constitution, ce n'est pas un repli sur le passé, mais une mesure de prévoyance avisée en période d'incertitude.

Dr Stephan Rietiker

**Devenir membre
Pro Suisse**



ISSN 2234-9723

Rédaction Pro Suisse
Case postale
3822 Lauterbrunnen
Tél. 031 356 27 27

Compte postal:
30-10011-5

Legs

En rédigeant votre testament, vous décidez, au-delà de votre mort, de ce qui adviendra de vos économies, papiers valeurs et immeubles.

En prenant en considération Pro Suisse, vous soutiendrez notre travail pour le maintien d'une Suisse indépendante et neutre.

Nous vous en remercions cordialement.



Marco Chiesa

Consillier aux États et
conseiller municipal de Lugano



Suisse-UE : coopération oui, soumission non

Le nouvel accord-cadre avec l'Union européenne, qui a été reformulé et enjolivé pour des motifs électoraux, comporte – sous un autre nom – les mêmes pièges que nous avons dénoncés il y a des années déjà.

L'objectif reste le même : Bruxelles souhaite que la Suisse reprenne automatiquement le droit européen, se soumette à la juridiction de la Cour de justice européenne et verse des contributions financières toujours plus élevées sans contrepartie crédible. C'est une attaque frontale contre notre démocratie directe. Il ne s'agit en effet pas d'une coopération entre partenaires égaux, mais d'un processus de soumission progressive qui est inacceptable.

L'indépendance de la Suisse ne doit pas être reléguée aux livres d'histoire, car elle est l'un des piliers de notre succès.

La neutralité, le fédéralisme, la démocratie directe et le contrôle autonome de nos législations ne sont pas des obstacles qu'il faut éliminer pour plaire à Bruxelles, mais des valeurs qu'il faut défendre vaillamment.

Ce n'est pas un hasard si notre pays, bien qu'il ne fasse pas partie de l'UE, jouit d'une prospérité et d'une stabilité que lui envie de nombreux États membres de l'Union. Il

va de soi que nous devons entretenir de bonnes relations avec l'Europe, promouvoir la coopération économique et scientifique et éviter les conflits inutiles. Mais la Suisse ne peut pas se permettre de sacrifier sa souveraineté pour l'illusion d'un accès plus facile au marché.

L'UE n'est pas une réalité fédéraliste : c'est une construction politique, centraliste et bureaucratique qui peine à résoudre ses crises internes.

Churchill a dit : « Chaque nation a le gouvernement qu'elle mérite. »

Nous voulons continuer à mériter le nôtre, un gouvernement où les citoyens peuvent à tout moment corriger les politiciens grâce à des référendums et des initiatives. C'est pourquoi la Suisse doit continuer à dire clairement et résolument oui à la coopération, mais non à la soumission.

La défense de notre liberté n'est pas un acte nostalgique, mais un devoir vis-à-vis de nous-mêmes et des générations futures.

Mais la Suisse ne peut pas se permettre de sacrifier sa souveraineté pour l'illusion d'un accès plus facile au marché.

www.prosuisse.info



eljah pour des valeurs solides



Publireportage

Mieux vaut prévenir que guérir

En Europe, c'est la guerre

Au lieu de chercher la paix, cela fait trois ans que l'on vend des armes à coups de milliards, que l'on prononce des sanctions économiques jusqu'à ce qu'un jour, la patience vienne à manquer et que nous payions le double du prix.

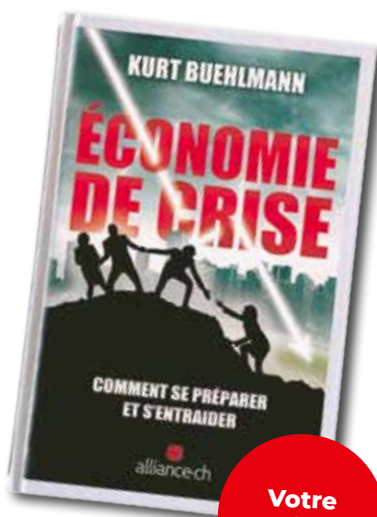
Pourquoi la petite Suisse doit-elle s'immiscer dans les affaires des autres et prendre parti ? N'y aurait-il pas déjà assez à faire dans notre propre pays ? Sommes-nous conscients que nous ne pouvons nous nourrir nous-mêmes qu'à 50% ? Que se passerait-il si le réseau électrique européen tombait en panne ?

Selon les experts militaires, l'armée suisse ne pourrait assumer sa mission que pendant une à deux semaines.

Mais depuis le 20 janvier, Donald Trump a prêté serment et de nombreux chantiers seront bientôt achevés. Nous l'espérons, mais si les choses ne se passent pas comme nous le pensons ?

Si vous considérez que la situation géopolitique mondiale actuelle est critique, nous vous conseillons de commander dès aujourd'hui le livre « Économie de crise ». Vous le recevrez gratuitement, sans aucune obligation.

Le livre « **Économie de crise – Comment se préparer et s'entraider** » est un excellent outil d'information et de préparation aux changements mondiaux qui nous concernent personnellement. Bientôt, des questions existentielles devraient nous préoccuper :



- Qui sont mes amis et mes voisins ?
- Mes provisions de nourriture suffiront-elles pour trois mois ?
- Comment puis-je chauffer ma maison sans électricité ?
- Mes économies sont-elles en sécurité ?

Je vous recommande vivement de lire ce livre !

Votre cadeau

Qu'est-ce qui façonne les pensées de mon cœur ?

Se préparer aux crises est le pur contraire d'une approche égocentrique, où il s'agit de prendre soin de soi sans se soucier des autres. La solidarité doit rester au centre ! L'État risque d'être bientôt dépassé pour aider les gens. Laissons-nous inspirer par notre Père céleste pour prendre les bonnes dispositions afin d'aider nos voisins dans le besoin. En ce qui concerne notre époque, la Bible est pleine de prophéties et de promesses. La meilleure chose à faire est de s'intéresser à ces promesses et de nourrir notre cœur de bonnes pensées. Enfin, s'occuper de ses économies est aussi une question de foi et correspond à l'aspect d'un ménage fidèle.

Mieux vaut prévenir que guérir

Ce qui n'est pas absolument nécessaire à la vie devrait être protégé en tant que réserve financière, par exemple avec de l'argent ou de l'or, et ne pas être déposé dans des banques. Lorsque ma femme et moi avons pris notre retraite, nous nous sommes fait verser le montant de notre caisse de pension et l'avons investi dans des métaux précieux physiques. Cela nous donne une sécurité au cas où une récession couplée à une hyperinflation se produirait un jour.

Les pièces d'argent sont idéales pour le troc, et avec un compte qui couvre la valeur avec des granules d'argent, on reste aussi liquide.

Depuis 5 ans, nous sommes l'intermédiaire de la société BB-Wertmetall. Notre commission est versée à la Fondation de famille. Son but est d'attirer l'attention des gens à la perspective éternelle de la vie.

Offre : nous offrons le livre « **Économie de crise** » aux lecteurs de PRO Schweiz intéressés.

Contactez-nous.

eljah pour des valeurs solides

Bruno Jordi
Ursula Seifried Jordi
jordi.b@bluewin.ch
079 651 92 74
www.eljah.ch





Demandé



Richard Wengle
avocat

« Nous voulons continuer à voter sans être menacés de sanctions »

Nous avons récemment découvert le site web www.neuvertrag-schweiz-eu.ch. Son initiateur et auteur est Richard Wengle, un avocat du canton de Zurich. Ce site Internet examine en détail le projet d'accord avec l'UE. Son analyse approfondie montre que ce projet ne constitue pas une solution viable pour la Suisse. Nous avons questionné à ce sujet Richard Wengle :

Mesdames, Messieurs,

Je suis Richard Wengle, avocat de profession, et j'ai conseillé des entreprises européennes, mais aussi des clients au Japon, en passant par l'Arabie et les États-Unis. La démocratie en Suisse me tient à cœur. C'est pourquoi je milite déjà depuis 1992 contre l'EEE, depuis 2001 contre l'adhésion à l'UE et depuis 2018 contre l'accord-cadre. Le Conseil fédéral a compris que l'accord-cadre est incompatible avec notre État et il a donc mis fin aux négociations en 2021.

Aujourd'hui, il présente pourtant l'accord-cadre qu'il avait encore jugé inapproprié en 2021, avec le même contenu et souvent même le même libellé, sous la forme d'un « paquet d'accords », tout simplement dissimulé dans un document de plus de 1800 pages contenant une multitude de références à des actes législatifs de l'UE que seuls quelques spécialistes sont en mesure de lire dans leur intégralité, sans parler de les comprendre. Sur le plan du contenu, pratiquement rien n'a changé. Or nous n'avons ni besoin de la bureaucratie que contiennent des centaines de décrets européens, ni du Conseil des ministres de l'UE comme nouveau législateur. Nous voulons continuer à voter sans être menacés de sanctions.

Je me retrouve donc une fois de plus les manches, résume l'essentiel de l'accord en 25 doubles pages sur le



Chers membres, donateurs, sympathisants de Pro Suisse, n'hésitez pas à consulter ce site (uniquement en allemand) et à contribuer à son succès en diffusant ses informations.

site web www.neuvertrag-schweiz-eu.ch, examine ses avantages et ses inconvénients et ajoute encore une sélection de thèmes apparentés que l'on peut trouver en cliquant sur les mots-clés correspondants.

Je vous souhaite une agréable lecture et vous serais bien sûr reconnaissant de recommander ce site à vos amis et connaissances. Plus il y aura de clics, meilleure sera sa visibilité sur Google.

Je vous remercie de m'avoir accordé cet entretien.



Or nous n'avons ni besoin de la bureaucratie que contiennent des centaines de décrets européens, ni du Conseil des ministres de l'UE comme nouveau législateur.



«Lasst hören aus alter Zeit»

La série de cahiers du même nom (**Laissez entendre les temps anciens**) nous a permis, dans le cadre des cours d'histoire, de découvrir de manière saisissante les siècles passés de notre pays. Dans un langage vivant et richement illustré, ces textes nous ont fait traverser des époques et des espaces qui dépassaient largement notre propre vécu, mais qui sont pourtant apparus immédiatement présents dans notre imagination. Nous sommes ainsi partis à la chasse avec le chasseur alpin Tawu, nous avons découvert la vie dans la ville romaine d'Augusta Raurica grâce à Zénon, le fils d'un centurion,

et nous avons accompagné les moines errants Gallus et Columban dans leur mission audacieuse. Nous avons participé aux guerres de libération de Morgarten et de Sempach, vécu les guerres de Bourgogne, la bataille de Marignan, les jours de terreur de Nidwald, les troubles du Sonderbund et bien d'autres événements marquants de l'histoire suisse. La série s'étendait jusqu'au général Guisan, qui « a réussi, avec l'aide de Dieu, à préserver notre pays des horreurs de la Seconde Guerre mondiale »¹ En plus de cette série de cahiers, les cahiers SJW, extrêmement appréciés, nous ont également permis de découvrir des personnalités importantes et des événements historiques marquants. Par exemple, le cahier n° 444, consacré à la vie et à l'œuvre du général Dufour. L'enseignement de l'histoire ne se limitait donc pas simplement à des informations, des résumés ou des fiches de travail, mais proposait des récits riches en contenu, basés sur des sources, qui invitaient à la réflexion et à l'empathie. Nous nous sommes lancés dans un voyage intellectuel à travers le passé dans lequel les gens vivaient, pensaient agissaient et éprouvaient des joies et des peines tout comme nous le faisons de nos jours. On nous proposait des modèles courageux, même si certains étaient peut-être un peu trop idéalisés.



Theres Leistner, Windisch
enseignante, conférencière et
chargée de cours, conseillère
pour le personnel enseignant

Il en est résulté une conscience historique approfondie qui allait au-delà de la simple connaissance des faits. Nous avons pris conscience des liens, des conséquences des agissements historiques et avons commencé à comprendre. L'histoire est ainsi devenue

¹Édition complète de « Lasst hören aus alter Zeit » : Der Weg der Schweiz, tome II, K. Bächinger/J. Fisch/E. Kaiser



quelque chose de personnel ; nous sommes devenus partie intégrante d'un « récit » plus vaste, avons développé un attachement à notre pays et à son peuple et finalement une identité.

En enseignant l'histoire de cette manière, on n'enseigne pas seulement le passé, on façonne aussi l'avenir. Écoutons ce qui se disait autrefois :

« Ne devrions-nous pas considérer comme une tâche urgente de dispenser à chaque enfant de notre pays une éducation historique approfondie, dans l'espoir que cela façonne son esprit, ses décisions, ses actions et la fermeté de sa conduite ? Cette fermeté, dont l'absence nous a souvent entraîné dans les eaux tumultueuses des troubles sociaux. » (Charlotte Mason, *Towards a Philosophy of Education*, 1925). « Montrez-nous des personnalités que nous pouvons admirer, qui ont lutté avec foi et courage pour une cause. Des héros et des aides, chacun à son époque, dans sa profession, servant à sa manière sa patrie et son pays ; chacun d'entre eux voulant dire quelque chose, montrer quelque chose, raconter quelque chose... Étudier la vie des grandes personnalités est formateur et instructif. » (d'après J. Reinhart : *Helden und Helfer*, 1931)

Nous avons pris conscience des liens, des conséquences des agissements historiques et avons commencé à comprendre.

Partie 7

A aberrations en matière de politique de neutralité

Nous allons dès maintenant lister tous les errements de la Classe politique en matière de politique de neutralité.

Partenariat en matière de sécurité et de défense :

le Conseil fédéral souhaite engager des discussions exploratoires avec l'UE.

Lors de sa séance du 25 juin 2025, le Conseil fédéral a décidé d'engager des discussions exploratoires avec l'UE en vue de conclure un partenariat en matière de sécurité et de défense. Ce dernier offre aux États tiers un cadre pour renforcer leur coopération dans ce domaine. Les partenariats en matière de sécurité et de défense sont des déclarations d'intention juridiquement non contraignantes et peuvent être conçus de manière individuelle. Ils constituent une condition préalable à d'éventuels achats en commun dans le domaine de l'armement et sont compatibles avec la neutralité, tout en contribuant à renforcer la capacité de défense de la Suisse. [Communiqué Sepos du 25 juin 2025]

Commentaire : c'est toujours la même rengaine ! Tout est compatible avec la neutralité et rien ne sera prétendument contraignant pour la Suisse. Ce ne sont là que des paroles destinées à rassurer les électeurs. Finalement, nous serons pris au piège. La meilleure défense consiste à préserver la neutralité !





Les parlementaires européens se mêlent de la politique suisse

Dans le Tagesanzeiger du 23 juillet 2025, Dominique Eigenmann évoque les réactions des deux parlementaires européens Andreas Schwab (Allemagne) et Christophe Grudler (France) à la discussion en Suisse au sujet des accords avec l'UE. Les déclarations des deux politiciens européens sont particulièrement arrogantes :

Le cas particulier de la Suisse serait également source de « bêtises »

« Seuls ceux qui savent s'adapter au Nouveau Monde resteront gagnants, estime M. Grudler. C'est vrai pour l'UE comme pour la Suisse. La Suisse est un pays original, innovant et travailleur. La conviction qu'elle peut affronter le monde entier à elle seule fait partie de son ADN. Cependant, cette croyance en son cas particulier conduit parfois la Suisse à commettre des « bêtises ». Selon M. Grudler, un « oui » du peuple suisse aux nouveaux accords avec l'UE serait une chance et un grand soulagement. « J'aime la Suisse et j'aimerais l'aider. Je pense qu'une coopération plus étroite avec l'UE lui serait bénéfique. » Schwab se montre quant à lui plus réservé : « Un oui ne serait pas un bond en avant, mais plutôt la garantie que tout resterait tel quel ou du moins que la situation ne s'aggraverait pas. »

En revanche, tous deux considèrent qu'un non serait une occasion manquée. « Franchement, je ne pense pas que cette chance se représentera », déclare Grudler. Ce sont ces accords-là, ou rien. Un « non » entraînerait la mort lente des accords bilatéraux existants ... alors que les problèmes se multiplieraient en Europe, y compris en Suisse. »

Commentaire : Nous pouvons nous passer des leçons de l'UE. La seule chose dont nous sommes sûrs, c'est qu'avec ces accords, nous verserons de plus en plus de milliards à l'UE et que nous perdrons notre droit de vote et d'élection ! C'est ce que démontre l'article suivant.

Jusqu'à 450 milliards d'euros – selon un rapport, l'Allemagne risque une augmentation considérable de ses contributions



« L'Allemagne, premier contributeur net du nouveau budget record de l'UE, risque d'être la grande perdante: selon un article du « Frankfurter Allgemeine Zeitung » (« FAZ »), non seulement les contributions de l'Allemagne augmenteront considérablement entre 2028 et 2034, mais selon la proposition de la Commission européenne, moins d'argent provenant des caisses de Bruxelles sera reversé à la République fédérale.

Au total, deux mille milliards d'euros devraient être consacrés au budget de l'UE pour les années 2028 à 2034. Cela représenterait 800 milliards d'euros (environ 60 %) de plus que dans le budget actuel. La contribution allemande passerait ainsi entre 420 (60 milliards d'euros par an) et 450 milliards d'euros (64,3 milliards d'euros par an), rapporte la « FAZ ». En cas de scénario extrême, l'Allemagne financerait près d'un quart du nouveau budget de l'UE. À titre de comparaison, en 2023, l'Allemagne a versé 29,9 milliards d'euros à l'UE, mais en a récupéré 14 milliards. » [Welt, 21 juillet 2025]

Commentaire : comme mentionné ci-dessus, l'UE a besoin d'argent. Si nous nous intégrons encore davantage à elle, elle nous piégera comme une araignée dans sa toile et nous saignera à blanc.

La Suisse est désormais le pays le plus compétitif au monde

« Selon une étude, la Suisse est désormais le pays le plus compétitif au monde. Dans le dernier classement mondial de la compétitivité établi par l'Institut de management du développement (IMD) de Lausanne, elle relègue Singapour et Hong Kong à la deuxième et troisième place.

Selon l'IMD, la stabilité des structures politiques, l'efficacité de la gouvernance et la qualité des infrastructures sont les facteurs qui ont valu la première place à la Suisse. Dans un monde géopolitiquement fragmenté, ces facteurs sont décisifs. De tels pays sont mieux à même d'amortir les chocs externes et restent attractifs pour les investissements à long terme. »
[ATS, 17 juin 2025]



Le nain grincheux

**Le parc automobile
du Conseil fédéral
va être renouvelé...**

La Confédération remplace ses limousines de service par des modèles haut de gamme, entièrement électriques de BMW. Pour 25 véhicules de type « i7 xDrive60 », elle déboursa 5,6 millions de francs, soit 224 000 francs par voiture. Une somme coquette. Questions :

- Ces véhicules peuvent-ils entrer dans les garages fédéraux (leurs dimensions ont-elles été vérifiées) ? Un prix ferme a-t-il été fixé contractuellement et communiqué de manière compréhensible aux parties contractantes ?
- La batterie est-elle comprise dans le prix d'achat ?



- Existe-t-il des contreparties validées ?
- Les délais de livraison seront-ils respectés ou reportés à la dernière minute au profit d'autres gouvernements ?
- Prend-on en compte le fait que cet achat permettra de préserver des emplois à Berlin ?
- RUAG, l'autorité adjudicatrice (groupe d'armement appartenant à l'État fédéral), a-t-elle le projet bien en main ?

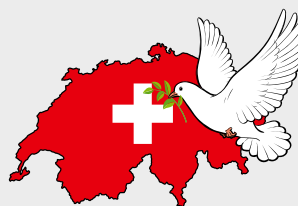
C'est juste pour savoir... suite aux derniers événements concernant les projets d'armement.



« Où en est l'initiative sur la neutralité ? »

- 11 avril 2024** : dépôt à la Chancellerie fédérale.
- 28 mai 2024** : Chancellerie fédérale : aboutissement avec 129 806 signatures valables.
- 26 juin 2024** : le Conseil fédéral rejette l'initiative sans contre-projet.
- 27 novembre 2024** : le Conseil fédéral adopte le message relatif à l'initiative.
- 27 mai 2025** : la Commission de politique extérieure du Conseil des États (première chambre à se prononcer) décide par 9 voix contre 3 et 1 abstention de rejeter l'initiative. Par 7 voix contre 6, une contre-proposition directe est rejetée.
- 19 juin 2025** : après un long débat, le Conseil des États rejette l'initiative populaire par 35 voix contre 8, sans abstention. Il soutient par 27 voix contre 15, avec une abstention, un contre-projet :
Art. 54a Neutralité de la Suisse :
1 La Suisse est neutre. Sa neutralité est perpétuelle et armée.
2 La Confédération fait usage de sa neutralité perpétuelle pour garantir l'indépendance et la sécurité de la Suisse pour prévenir les conflits et résoudre les conflits et elle met à disposition ses services en qualité de médiatrice. »
- 1er juillet 2025** : première discussion au sein de la Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N).
- 25/26 août 2025** : décision de la CPE-N.
- Du 8 au 26 septembre 2025** : session d'automne : débat et décision au Conseil national.
- 8 mars 2026 ou 14 juin 2026** : dates de votation possibles en fonction du résultat du débat parlementaire et du calendrier fixé par le Conseil fédéral.

Quel est l'objectif de l'initiative sur la neutralité ?



« Si nous sommes neutres, alors nous devons l'être ! »

Daniel Jositsch,
conseiller aux États
PS du canton de Zurich,
lors du débat au
Conseil des États

C'est très simple :

L'initiative pour la neutralité vise à inscrire la neutralité suisse à l'article 54a de la Constitution fédérale afin qu'elle ne puisse plus être interprétée de manière arbitraire :

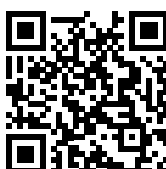
1. La Suisse est neutre. Sa neutralité est perpétuelle et armée.
2. La Suisse n'adhère à aucune alliance militaire ou défensive. Est réservée la collaboration avec une telle alliance en cas d'attaque militaire directe contre la Suisse ou en cas d'actes préparatoires à une telle attaque.
3. La Suisse ne participe pas aux conflits militaires entre États tiers et elle ne prend pas non plus de mesures coercitives non militaires contre un État belligérant. Sont réservées ses obligations envers l'Organisation des Nations unies (ONU) et les mesures visant à éviter le contournement des mesures coercitives non militaires prises par d'autres États.
4. La Suisse fait usage de sa neutralité perpétuelle pour prévenir et résoudre les conflits et elle met à disposition ses services en qualité de médiatrice.



Après la décision du Parlement, le comité d'initiative évaluera attentivement la situation. Pour l'instant, l'important est de rester fermement engagé en faveur du oui à l'initiative pour la neutralité.



Affichez votre engagement à l'aide de drapeaux pour balcons, d'autocollants et de tracts :





Raphaël Pomey
Journaliste

Le consentement, c'est pas pour la Suisse

Tandis que les relations se tendent entre notre voisin européen et le président des États-Unis, une amourette forcée avec Bruxelles nous interdit de poursuivre nos intérêts propres.

La presse est unanime : Trump a déclenché la guerre ! Non pas celle des armes, qui sévit malheureusement d'une région à l'autre du globe, mais celle des taxes. Oui, l'Europe est en guerre et les médias n'ont de cesse de nous le rappeler depuis des mois. Récemment, la rédactrice en chef du Temps, Madeleine von Holzen, s'indignait par exemple d'un « épisode de plus de la télé-réalité Trump » à propos des droits de douane de 30 % identiques pour tous les pays de l'Union européenne

annoncés le 12 juillet. De passage dans l'émission Forum, sur la RTS, elle décortiquait ainsi une « lettre de menace » adressée à Bruxelles dans un style très « puéril ».

À Pro Suisse, il ne nous appartient pas de prendre position pour ou contre Trump. Mais une question s'impose : si les relations entre l'Union européenne et le président américain sont si catastrophiques, cela ne devrait-il pas inciter la Suisse à poursuivre son petit bonhomme de chemin sans se soumettre à notre voisin ? Interpellée, Madeleine von Holzen nous a répondu, toujours dans le cadre de Forum : « En réalité, la Suisse risque aussi, si elle se retrouve seule, et avec une situation plus favorable que l'Union européenne, de subir des mesures (de

la part de cette dernière). » Pour la responsable du quotidien, notre pays ne peut donc pas faire cavalier seul, car « il exporte dans l'Union européenne de manière très importante ». La taille modeste de la Confédération, a-t-elle encore expliqué, implique un besoin accru de cadre de droit international.

Des chiffres occultés

Edric Speckert, expert dans le domaine financier, n'est guère convaincu par ce plaidoyer. Membre du comité de campagne de Pro Suisse, il rappelle des réalités économiques largement occultées dans le débat politique : « Nous enregistrons 24 milliards de déficit commercial face aux pays de l'UE. Nous sommes donc largement clients de l'UE. » Et le spécialiste de poursuivre : « Les 24 milliards ne représentent que les biens, sans prendre en compte les services. Trump utilise la même approche et considère uniquement la balance commerciale des biens. Si on calcule ainsi, la Suisse a un excédent commercial avec les USA de 39 milliards, et Trump n'apprécie guère cela. » Aura-t-il donc, comme le redoutent beaucoup, une politique aussi dure envers la Suisse qu'envers notre envahissant voisin ? Difficile à dire, sachant que Trump veut avant tout protéger sa classe moyenne. Reste que sa sympathie naturelle pour un pays de droite et farouchement indépendant comme le nôtre pourrait limiter la casse, espère-t-il.

L'Europe aussi se sert chez nous

Mais au-delà des flux commerciaux, Edric Speckert met aussi en lumière un autre pan des relations économiques transfrontalières, souvent oublié : « Nous offrons du travail à 400'000 frontaliers européens, cela fait 40 milliards de CHF de masse salariale chaque année, tout de même, qui quitte la Suisse. » Autant dire que si nous avons besoin de rapports apaisés avec l'Europe, cette dernière profite tout autant – et volontiers – du succès de notre économie.



Étrange romance, en résumé, à laquelle on nous pousse : un voisin que nous devrions embrasser à grands coups d'accords de soumission longtemps tenus secrets, mais qui menace à tout moment de se retourner contre nous si nous poursuivons nos propres intérêts face aux États-Unis...

En matière d'amourette CH-UE, le consentement a visiblement ses limites.



Raphaël Pomey
Journaliste

Un nouvel élan souverain dans la Genève internationale

Tout le monde en Suisse le sait : au bout du Léman règne un esprit à part. Fidèle à sa tradition d'indépendance et à son rôle central dans la diplomatie mondiale, Genève voit naître un nouveau comité Pro Suisse. Une initiative qui mêle enracinement local, ambition nationale et élégance assumée.

Les adversaires des souverainistes aiment parfois les caricaturer en nostalgiques folkloriques, armés de cervelas, de chemises à edelweiss et d'une vision du monde arrêtée aux frontières de leur village. Alors admettons-le : chez Pro Suisse, nous aimons le folklore helvétique et la gastronomie populaire. Mais le 26 juin dernier, une soirée tenue dans l'écrin raffiné de la Cave du Palais de Justice, au cœur de la Cité de Calvin, est venue bousculer ces clichés. Ce soir-là, un public choisi s'est retrouvé pour le lancement du comité Pro Suisse Genève, à l'initiative du Dr Samuel Sommaruga, médecin et entrepreneur à l'énergie communicative.

À ses côtés, plusieurs figures représentatives de la Genève internationale – finance, droit, négoce international, diplomatie, entrepreneuriat et milieux immobiliers – pour incarner une souveraineté à la fois assumée et connectée au monde. La soirée, animée par Kevin Grangier, coordinateur romand de la campagne, accueillait aussi Werner Gartenmann, directeur national de Pro Suisse. Ce dernier s'est montré enthousiaste : « Le dynamisme romand est impressionnant. Pourquoi ? J'ai l'impression que les gens prennent conscience des risques liés à une adhésion à l'UE et redécouvrent la valeur de notre neutralité. Et puis, nous avons désormais une équipe jeune et très efficace sur les réseaux sociaux francophones. Cela se traduit directement par une hausse du nombre de membres. »

Faire les choses « à la genevoise »

La création du comité genevois répond à une logique autant stratégique que culturelle. « Genève occupe une place à part dans le débat sur la neutralité. Bien sûr, il y a la présence des organisations internationales, mais aussi une tradition locale forte autour de ces enjeux. L'envie de faire les choses à notre manière s'est imposée de façon quasiment organique », explique Samuel Sommaruga. Et de glisser, au détour de la soirée, l'idée d'un prochain événement autour du rhum et du cigare.

Dans une ambiance à la fois chaleureuse et affirmée, les convives ont partagé un verre et des échanges nourris sur l'avenir de la souveraineté suisse. Si la cause prend ici des accents genevois, le message, lui, dépasse les frontières cantonales : l'indépendance reste un combat d'avenir, y compris dans la capitale mondiale de la diplomatie.



Directeur de Pro Suisse, Werner Gartenmann (à gauche) a tenu à encourager l'élan genevois du Dr. Samuel Sommaruga en faveur de la neutralité suisse.



Patrick Dütschler
Équipe du Fédération suisse des consommateurs

Payer plus et ne plus être entendu : voici ce qui attend les consommateurs suisses

En raison des nouveaux accords avec l'UE, la Suisse devra automatiquement reprendre de nombreuses règles de l'UE, y compris celles qui concernent directement nous, les consommateurs et consommatrices. C'est par exemple le cas du marché de l'électricité, des réglementations sur les denrées, du commerce en ligne ou de la sécurité des produits.

Concrètement, que signifie cela pour les consommateurs ?

1. Des coûts plus élevés sont à craindre

La Suisse sera tenue d'intégrer le marché européen de l'électricité. Dans l'UE, des règles similaires ont entraîné une forte hausse des prix lors de la crise énergétique. Si nous devons adopter ces règles, la Suisse aura moins de marge de manœuvre pour contrôler ses prix de l'électricité. Cela pourrait coûter cher aux ménages et aux consommateurs.

D'autres domaines pourraient également voir leurs coûts augmenter, notamment les produits importés ou les prescriptions techniques.

2. La Suisse perdra son droit codécision

Dans de nombreux cas, les nouvelles règles de l'UE s'appliqueraient automatiquement. La Suisse pourrait certes donner son avis, mais c'est l'UE qui déciderait

en dernier ressort. Le Parlement n'aurait que peu d'influence. Le peuple n'en aurait aucune.

La Suisse dispose aujourd'hui de réglementations souvent plus strictes ou plus claires que l'UE, par exemple en matière de labels bio, de droit de retour ou d'indications d'origine. Avec les nouveaux accords, ces normes suisses pourraient disparaître, même si elles sont jugées plus avantageuses pour les consommateurs.

Conclusion : les nouveaux accords avec l'UE entraînent des coûts supplémentaires et une perte d'influence pour la population suisse. Du point de vue de la Fédération suisse des consommateurs, cela est inacceptable. La Suisse doit pouvoir continuer à décider elle-même des règles qui concernent tout le monde.





Prof. Dr. Nicolas Szita
Membre du Comité directeur de
Pro Suisse, Londres



Les enseignements du Brexit pour la Suisse

Markus Somm (rédacteur en chef de Nebelspalter et écrivain) écrivait dans son mémo du 1er avril dernier que Trump voulait acheter Genève pour 600 milliards. Cela prêtait à sourire, car il s'agissait d'une blague. Personne, pas même Trump, ne peut acquérir une partie de notre pays de cette manière.

De l'autre côté de la Manche, en Grande-Bretagne, il ne s'agit toutefois pas d'une blague, mais d'une réalité bien concrète. Seulement, il ne s'agit pas de Donald Trump, mais de Bruxelles qui a arraché en quelque sorte l'Irlande du Nord au Royaume-Uni afin de le punir d'avoir quitté l'UE.

Ce n'est pas avec de l'argent, ni avec des chars, mais avec une jungle de paragraphes typique de la manière de faire de l'UE que cela a été fait : après le Brexit, l'Irlande du Nord a été contrainte de rester dans le marché intérieur européen. Les marchandises qui transitent de l'Angleterre, du Pays de Galles ou de l'Écosse vers l'Irlande du Nord seront désormais contrôlées comme si elles franchissaient une frontière nationale. En outre, chaque décision prise en Irlande du Nord restera soumise à la surveillance de la Cour de justice européenne (accord de retrait, protocole sur l'Irlande du Nord, art. 12). C'est un peu comme si Bruxelles décidait des échanges commerciaux entre Vaud et Genève.

Les accords institutionnels avec l'UE envisagés par la majorité du Conseil fédéral empiètent profondément sur notre État de droit et notre démocratie. Nous nous soumettons de facto au diktat de Bruxelles. Pire encore : une fois pris dans les filets de l'UE, il n'y a plus moyen d'en sortir complètement. C'est la leçon à tirer du Brexit. Si même un grand pays aussi sûr de lui que la Grande-Bretagne n'a réussi qu'à moitié à s'en sortir, quelles chances aurions-nous, en tant que petit pays enclavé comme la Suisse ? La Suisse est un petit pays qui, depuis des siècles, s'est opposé à être annexé par de grands empires ou des unions. Nous avons fait le choix le plus difficile : négocier en permanence et rester indépendants plutôt que de profiter du confort illusoire de faire partie d'un ensemble.



Mais notre succès nous donne raison. Il y a quelques jours, un merveilleux championnat d'Europe de football a pris fin en Suisse. Malgré beaucoup de combativité et de talent, les Suissesses n'ont finalement pas réussi à remporter le titre. Mais nous avons une autre coupe à fêter : notre indépendance. Cette coupe, nous ne devons pas la brader. Non aux nouveaux accords avec l'UE !



Il y a 150 ans, le 14 juillet 1875, l'une des personnalités les plus importantes de la Suisse est décédée :

Guillaume Henri Dufour : général, ingénieur, cartographe et cofondateur de la Croix-Rouge

Le 5 juillet 2025, à Berne, l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher a rendu hommage à l'énorme créativité de Guillaume Henri Dufour.

Mais Dufour (1787-1875) n'était pas seulement cet homme aux professions honorables, aux fonctions et aux postes importants. C'était aussi une personnalité qui a mis ses capacités au service du bien commun de manière extraordinaire, le plus souvent inconsciemment, parfois même à contrecœur. Ses mérites transcendent largement son époque et s'avèrent si importants qu'il était grand temps de lui rendre hommage.

Le discours de l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher est disponible sous forme de brochure et peut être consulté en ligne sous forme de texte et de vidéo :

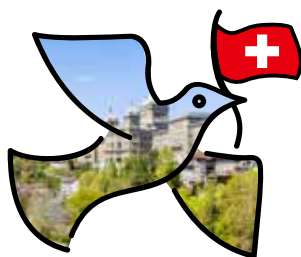


Extrait du discours :

«Lorsqu'en 1832, Dufour fut promu quartier-maître général, c'est-à-dire chef de la logistique, il fit bâtir des fortifications frontalières à Saint-Maurice, Sargans, Gondo au Simplon, Bellinzone, ainsi que – comme on peut le voir ici – à Saint-Luzisteig, dans le canton des Grisons. Il les justifia ainsi:

«Il existe plusieurs points en Suisse qui – s'ils étaient fortifiés – contribueraient efficacement à la défense du pays, et plus encore au maintien de la neutralité, en donnant à l'étranger l'impression de notre ferme détermination à préserver cette neutralité, à tout prix, dont dépend l'existence même de notre système politique.»

On ne saurait mieux expliquer le concept de neutralité armée!



Markus Eckstein

Goldbach,

Membre du comité d'initiative de
l'initiative pour la neutralité



Les abolisseurs de la neutralité

L'abandon de la neutralité n'est que l'une des nombreuses stupidités masochistes de notre politique étrangère depuis qu'elle ne répond plus aux intérêts concrets des Suisses, mais à des valeurs atlantiques ou « woke ». À l'époque de la politique étrangère conservatrice, on entendait dire : « Un ministre suisse des Affaires étrangères se tait en quatre langues. » Ou encore : la Suisse n'a pas de politique étrangère, seulement une politique économique extérieure.

L'intérêt de la Suisse était le suivant : entretenir des relations pacifiques avec le monde entier, assurer la liberté de circulation, de contact, de commerce et d'industrie pour les Suisses, tout en fournissant des services de qualité et de l'aide humanitaire. Ne pas participer à des boycotts motivés par des raisons politiques, mais empêcher les opérations de contournement en respectant le « courant normal ».

Pour imposer une politique étrangère socialiste internationale, il fallait d'abord discréditer la Suisse conservatrice en la qualifiant de dépassée, d'immorale, de peu solidaire. C'est ce qui s'est passé dans le sillage de la commission Bergier.

Deux éminents abolitionnistes de la neutralité confirment l'utilité de notre neutralité : le politologue Chris-



toph Frei a concédé que la Suisse avait énormément profité de sa neutralité. Pourquoi alors veut-il la supprimer ? La justification donnée par notre écrivain officiel Adolf Muschg est encore plus masochiste : nous devons enfin pouvoir être coupables.

Notre élite aux ambitions internationalistes a toujours souffert de ne jouer aucun rôle dans une Suisse neutre. Elle cherche à se mettre en avant dans les organisations internationales, les conférences et les tribunes, et ressasse toutes les critiques formulées à l'encontre de la Suisse par l'étranger : la neutralité suisse serait dépassée, elle ne serait plus comprise, et le règlement de La Haye sur la guerre terrestre (toujours en vigueur) serait une plaisanterie.

Pourtant, nous souhaitons simplement être laissés tranquilles et vivre en paix avec tous. Si tout le monde était aussi pacifique, le monde serait un paradis. Avons-nous à nous en excuser ?

*« Un ministre suisse des
Affaires étrangères se tait
en quatre langues ».*



Kevin Grangier
coordinateur romand
de Pro Suisse



Chronique du coordinateur romand

Pas de fiançailles avec l'UE : NON au traité d'adhésion !

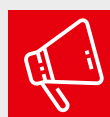
Le Conseil fédéral vient de franchir un pas de trop. En validant les lignes directrices d'un nouvel accord-cadre avec l'Union européenne, il trahit la volonté populaire et s'apprête à brader notre souveraineté. Ce que les partisans de l'accord-cadre appellent opportunément « Bilatérales III » est en réalité un contrat de fiançailles qui conduit irrémédiablement au mariage avec l'UE. En effet, ce traité d'adhésion à l'UE imposerait à la Suisse de reprendre automatiquement le droit européen, de se soumettre à la Cour de justice de l'UE et d'appliquer des directives étrangères dans des domaines vitaux. Adieu démocratie directe, adieu neutralité, adieu indépendance !

Concrètement, cet accord prévoit :

- Un accord sur l'électricité qui sacrifierait nos barrages et nous rendrait dépendants de la politique énergétique chaotique de Bruxelles ;
- Un accord sur la sécurité alimentaire qui exposerait encore davantage notre marché à des normes étrangères ;
- Un mécanisme de règlement des conflits où, au final, l'UE aurait toujours le dernier mot.

Et pour maquiller cette soumission, on tente de nous endormir avec une dialectique bureaucratique et de prétendues mesures d'accompagnement. Mais la réalité est toute autre : salaires sous pression, immigration de masse facilitée, droit du travail affaibli. Ce sont les Suisses qui paieront l'addition.

Pro Suisse ne veut pas se marier avec l'UE. La Suisse a bâti son succès sans l'UE, grâce à son indépendance, sa liberté et sa démocratie directe. Alors, restons en bons termes avec l'UE. Collaborons avec elle, échangeons, discutons. Mais ne nous fiançons pas, car la mariée n'est pas si charmante que ça.



Ce que les partisans de l'accord-cadre appellent opportunément « Bilatérales III » est en réalité un contrat de fiançailles qui conduit irrémédiablement au mariage avec l'UE.



Initiative sur la neutralité

Visite notre boutique en ligne



Shop
Pro Schweiz



Recrutement des membres

En tant que mouvement interpartis, Pro Suisse doit devenir encore plus fort ! Il nous faut de nouveaux membres ! Nous vous incitons donc à soutenir le recrutement de nouveaux membres. Au fil des discussions, nous constatons souvent : « Nous sommes du même avis ! Alors en avant, n'hésitez pas à adhérer à Pro Suisse ! »

Vous pouvez vous inscrire en tant que membre en toute simplicité sur

www.prosuisse.info. Nous mettons à votre disposition nos nouveaux flyers de présentation et le programme de Pro Suisse pour le recrutement des membres.

info@prosuisse.info, téléphone 031 356 27 27, Pro Suisse, case postale, 3822 Lauterbrunnen.



Devenir membre
Pro Suisse



Oui à l'initiative sur la neutralité – Non au contrat de soumission à l'UE.



Il nous faut nous mobiliser et faire acte de présence dans tous les coins de notre pays :

1. Nous sommes à la recherche de personnes actives : pour les collectes de signatures (éventuels référendums contre les traités de l'UE), actions de stands, affichages, distribution de tracts, organisation de manifestations, etc.
2. Nous sommes à la recherche de personnes prêtes à assumer dans les cantons et les régions la responsabilité pour les actions de Pro Suisse.

Annoncez-vous s.v.p. dès aujourd'hui.

Nous vous contacterons immédiatement.

E-Mail : action@prosuisse.info, téléphone 031 356 27 27

Pro Suisse, case postale, 3822 Lauterbrunnen

Nous vous en remercions cordialement !

Secrétariat de Pro Suisse

Votre annonce dans le «Actuel» de Pro Suisse

PRO Schweiz
Suisse
Svizzera
Svizra
Aktuell

Contactez-moi. À tout moment et sans complications.

Markus Rezzonico

Acquisition d'annonces

Délégué UDC

Membre de Pro Suisse

Membre de Pro Libertate

Membre PIKOM

079 332 61 61

markus.rezzonico@dietschi.ch



Veuillez nous communiquer votre adresse e-mail sur info@prosuisse.info

Nous pourrions ainsi vous tenir au courant. Nous respectons strictement les directives de protection des données et ne transmettons pas les adresses à des tiers.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter notre secrétariat :
info@prosuisse.info
tél. 031 356 27 27

PRO Schweiz
Suisse
Svizzera
Svizra

Case postale, 3822 Lauterbrunnen
Tél. 031 356 27 27, info@prosuisse.info
www.prosuisse.info